

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 15h, le collège « membres fondateurs » dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Pouban, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier

Etaient excusés :

Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Xavier Fortinon, Charles Pelanne

Secrétaire de séance :

Madame Céline Salles

OBJET : Gouvernance / Risques fluviaux - Dispositif « mieux reconstruire après les inondations » - MIRAPI

Exposé des motifs :

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI. Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'identique de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (programme d'actions de prévention des inondations).

Le retour d'expérience des PAPI, à l'échelle nationale, a montré dans bien des cas que, malgré les financements incitatifs à la réalisation des travaux (80 % d'aide publique), ceux-ci ne sont que trop peu souvent réalisés.

La mesure est financée tant en investissement qu'en ingénierie par le fond de prévention des risques naturels majeurs à hauteur minimale de 80%.

En sus des vallées de la Roya, la Tinée et la Vésubie dans les Alpes Maritimes, et sur proposition de la DDTM des Landes, le département des Landes vient d'être désigné comme territoire test pour le déploiement de ce dispositif. Les territoires éligibles à ce dispositif sont ceux des 49 communes landaises ayant déclaré des arrêtés de catastrophes naturelles « débordement de cours et ruissellement » de moins de 1 an entre septembre 2020 et septembre 2021.

Ces territoires ne sont pas tous situés sur le périmètre de l'EPTB. Toutefois, à l'exception de la communauté de communes de Mimizan, tous les EPCI-FP concernés sont membres de l'Institution Adour. Par ailleurs, d'un point de vue statutaire, l'EPTB peut intervenir sur un territoire dépassant le bassin de l'Adour.

Par courrier en date du 21 septembre 2021, la Préfète des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération qui se déroulerait sur deux années (24 mois), la première année étant mobilisée à l'animation initiale et la réalisation des diagnostics, la seconde à la réalisation des travaux et au bilan de l'expérimentation.

Des échanges sont actuellement en cours pour le dimensionnement de l'ingénierie nécessaire à la mise en œuvre de cette opération, ainsi que sur le volume de biens qui intégreront le dispositif.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



De même des échanges sont également en cours avec le Département des Landes pour une participation financière aux dépenses, relatives à l'animation en particulier.

Il est proposé d'acter le principe d'un portage par l'EPTB de l'action MIRAPI sur le territoire des 49 communes concernées.

Les éléments relatifs aux partenariats à intervenir avec les EPCI-FP concernés, les syndicats de sous-bassins, l'Etat, le Département ainsi que les recrutements nécessaires à la mise en œuvre de l'opération seront soumis à l'approbation du comité syndical lors d'une réunion ultérieure.

LE COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- De donner son accord de principe sur :
 - le portage par l'EPTB de ce programme d'expérimentation pour le compte de l'Etat,
 - l'élaboration d'un partenariat avec les collectivités locales dont notamment le Département.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE